

sujet de la délimitation, aux termes d'un récent projet de loi, d'une zone de 100 milles pour le contrôle de la pollution? Si oui, dans quel sens a-t-on répondu?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le seul mot de protestation que nous ayons reçu nous est venu des États-Unis d'Amérique. Le résumé de cette note de protestation et la réponse du gouvernement canadien ont été déposés à la Chambre. Le gouvernement japonais nous a bien fait connaître son point de vue, mais non pas sous forme de protestation. Par contre, bien des pays du monde ont appuyé notre position. Je crois qu'à tout prendre, on lui a réservé un accueil assez favorable.

M. Aiken: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre quelles ressources sont immédiatement disponibles pour protéger l'intégrité de l'Arctique et appliquer les dispositions prévues par la loi si cela devient nécessaire.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je m'attends, lorsque la loi sera promulguée, qu'elle soit respectée par tous les pays. Cependant il est certain que si nous tirons sur des bateaux qui ont une cargaison de pétrole, cela ne réduira pas la pollution.

[Plus tard]

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, la question supplémentaire que je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures découle de sa réponse au député de Parry Sound-Muskoka. Devons-nous conclure de la déclaration du ministre que la position du gouvernement du Canada est simplement qu'il compte que les autres pays se conformeront à notre loi relative à la prévention de la pollution et qu'il n'y a pas vraiment de moyen de faire respecter cette loi si elle était enfreinte?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. Je compte que nous prendrons les mesures ordinaires en saisissant les navires qui enfreignent nos lois, mais d'après moi, nous ne serons pas réduits à cette extrémité. Je suis convaincu que les pays du monde reconnaîtront avec nous la nécessité de protéger l'Arctique contre la pollution.

LA COLLINE DU PARLEMENT

LA PROTECTION DU PANORAMA

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au ministre des Travaux publics. Vu le nombre croissant d'édifices élevés construits dans le voisinage de la colline du Parle-

[M. Aiken.]

ment, le ministre peut-il dire si le gouvernement va prendre des mesures pour protéger le panorama de la Tour de la Paix et les alentours de la colline pour le bénéfice de tous les Canadiens?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, un comité a été établi pour s'occuper de la question, sous l'angle des intérêts du Parlement et il doit tenir compte de la nécessité de protéger la colline. Diverses suggestions ont déjà été faites; j'espère que certaines d'entre elles seront réalisées. Tous estimont, sans aucun doute, que la colline doit être protégée et qu'au besoin nous nous adresserons pour cela de l'autre côté de la rue Wellington.

M. Danson: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je voudrais présenter mon collègue et voisin de pupitre le député de Sarnia, le polichinelle Jack Cullen.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Richmond a la parole.

LA CONSOMMATION

L'ÉMISSION DE CARTES DE CRÉDIT NON SOLICITÉES—LE TAUX D'INTÉRÊT EXIGÉ

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations.

Envisage-t-il de présenter sous peu un projet de loi visant à rendre illégale l'émission de cartes de crédit non sollicitées, et de rendre obligatoire l'indication, sur les cartes de crédit, du taux d'intérêt applicable aux comptes dus?

[Traduction]

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, c'est une question fédérale-provinciale très complexe. Je dirai à l'honorable député que deux provinces ont déjà légiféré sur ce point et qu'il y en a peut-être d'autres qui les imiteront.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OCTROI À LA «INTERNATIONAL PLANNED PARENTHOOD FEDERATION»

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement canadien considère-t-il la possibilité d'accorder un octroi à la International Planned Parenthood Federation.